

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS
AND CIVIC EDUCATION

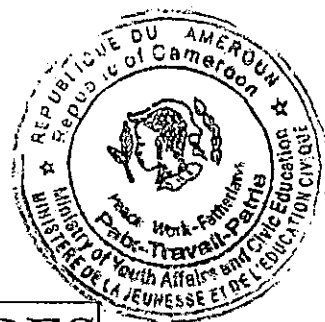
INTERNAL PROCUREMENT BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 03/AONO/MINJEC/CIPM/2023 DU 20 MARS 2023
EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES
EQUIPEMENTS INFORMATIQUES DE
MOBILISATION ET D'ENROLEMENT DES JEUNES
A L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE
EN PROCEDURE D'URGENCE

MAITRE D'OUVRAGE : Le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique

FINANCEMENT : BIP MINJEC, EXERCICE 2023

IMPUTATION : 56 26 145 02 99 00 00 524219



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

JANVIER 2023

SOMMAIRE

Pièce N° 1 : Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Pièce N° 2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

Pièce N° 3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

Pièce N° 4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Pièce N° 5 : Descriptif des Fournitures (DF)

Pièce N° 6 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Pièce N° 7 : Détail Quantitatif et Estimatif (DQE)

Pièce N° 8 : Modèles de Pièces

**Pièce N° 9 : Liste des établissements et organismes financiers autorisés à émettre
Des Cautions dans le cadre des Marchés Publics**



PIECE N°1: AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE
L'ÉDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND
CIVIC EDUCATION

INTERNAL PROCUREMENT BOARD

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 03 /AONO/MINJEC/CIPM/2023 DU 20 MARS 2023
EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS
INFORMATIQUES DE MOBILISATION ET D'ENROLEMENT DES JEUNES A
L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE, EN PROCEDURE D'URGENCE

FINANCEMENT : BIP MINJEC, EXERCICE 2023
IMPUTATION : 56 26 145 02 99 00 00 524219

1-Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la poursuite de l'opérationnalisation de l'Observatoire National de la Jeunesse, le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique lance un Avis d'Appel d'Offres en vue de l'acquisition du matériel et des équipements informatiques de mobilisation et d'enrôlement des jeunes à l'Observatoire National de la Jeunesse de son département ministériel.

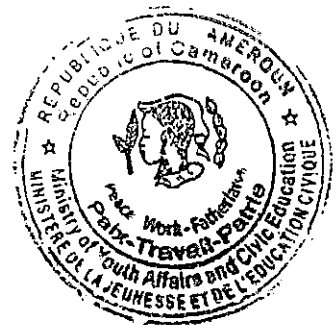
2. Consistance des prestations

Les prestations du présent Appel d'Offres comprennent l'acquisition du matériel et des équipements informatiques de mobilisation et d'enrôlement des jeunes à l'Observatoire National de la Jeunesse, conformément au Descriptif de la Fourniture, leur mise en service et leur réception. Il s'agit :

- Ordinateur portable
- Lecteur d'empreintes
- Camera type webcam
- Onduleur
- Routeur cisco
- Routeur mikrotik routerboard
- Antenne wifi tplink
- Routeur wifi
- Disque dur pour serveur
- Imprimantes
- Cameras
- Disque dur pour enregistreur
- Enregistreur nvr-dvr hikvision 8 channels
- Microsoft professionnel 2016
- Internet security
- Projecteur epson eb-s41

3. Délai et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'Offres est de **soixante (60) jours maximum**. La livraison se fera au siège de la Coordination Nationale de l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ).



4. Allotissement :

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont constituées en un seul lot unique.

5. Coût prévisionnel et financement

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des estimations est de **Cinquante millions (50 000 000) F CFA TTC**. Ces prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINJEC, exercice 2023, imputation budgétaire 56 26 145 02 99 00 00 524219.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux prestataires de service de droit camerounais exerçant au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations objet du présent appel d'offres.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne ou hors ligne (on/offline).

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 003, rez de jardin Tél. 222 20 35 70, et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte 003, rez de jardin Tél. 222 20 35 70, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) F CFA, payable au Trésor Public. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

10. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

11. Remise des offres

Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **11 AVR 2023 13 heures précises**, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec



l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Pour la soumission hors ligne, chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marqués comme tels et, conformes aux prescriptions du DAO, devra parvenir au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, immeuble siège, sis au Centre Administratif, Yaoundé rez de jardin, Porte 003, au plus tard le **11 AVR 2023** **13 heures précises**, heure locale, dans trois (03) enveloppes internes et distinctes identifiant :

- Enveloppe A : pièces administratives ;
- Enveloppe B : offre technique ;
- Enveloppe C : offre financière.

Ces trois (03) enveloppes seront contenues dans une quatrième et devront porter impérativement la seule et unique mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 03/AONO/MINJEC/CIPM/2023 DU 20 MARS 2023
EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS
INFORMATIQUES DE MOBILISATION ET D'ENROLEMENT DES JEUNES A
L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE, EN PROCEDURE D'URGENCE
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Les offres parvenues après les date et heure limites de dépôt des offres ne seront pas reçues.

12. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 09 du DAO d'un montant d'un million (1 000 000) F CFA.

13. Recevabilité des offres

Les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances à l'ouverture, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps.

11 AVR 2023 L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **11 AVR 2023** à **14 Heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique dans la salle de la commission interne sise au rez de jardin, Porte 002 de l'Immeuble siège dudit département ministériel, à Yaoundé, au Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

- **Critères éliminatoires :**

- Absence ou la non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif 48 h après ouverture des offres ;
- Absence de caution de soumission à l'ouverture ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Absence des prospectus avec toutes les descriptions détaillées des équipements et matériels proposés, en couleur dans l'original et les copies ;
- Non-respect d'au moins 6/8 des critères essentiels ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Non-conformité aux spécifications techniques mineures (moins de 80%) ;
- Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon de marché durant les trois dernières années ;
- Non-conformité du mode de soumission (si en ligne) ;
- Non-respect du format de fichier des offres (si en ligne) ;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (si en ligne) ;
- Non-respect de l'une des caractéristiques majeures indiquées par astérisque dans les tableaux des spécifications techniques.

➤ **Critères essentiels :**

- Présentation générale de l'offre (reliure, pièces rangées dans l'ordre avec les intercalaires en couleur) ;
- Références générales ou expériences du soumissionnaire dans les prestations similaires ;
- Lettre de garantie ;
- Capacité financière ;
- Planning de livraison ;
- Délai de livraison ;
- Service après-vente ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (Copie du CCAP dûment complétée, paraphée à chaque page et signée à la dernière du projet de marché, avec la mention « lu et approuvé » et les Spécifications techniques proposées paraphées, signées et cachetées sur la dernière page).

16. Mode d'évaluation

Le mode d'évaluation est essentiellement binaire (oui/non) et sera basé sur les critères ci-dessus dont les détails sont contenus dans le Règlement Particulier d'Appel d'Offres (RPAO).

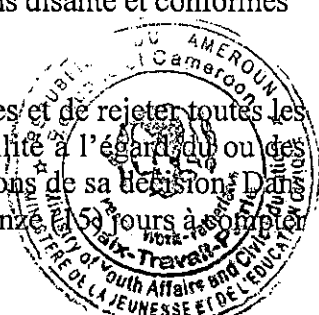
17. Attribution du Marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les offres à tout moment avant ouverture des offres, sans encourir une responsabilité à l'égard du ou des soumissionnaires affectés par la décision, ni obligation de les informer des raisons de sa décision. Dans ce cas les soumissionnaires sont invités à retirer leurs offres dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'annulation du Marché. Passé ce délai, les offres seront détruites.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.



19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés Publics du MINJEC, rez de jardin de l'Immeuble abritant les services du MINJEC, au Centre Administratif, à Yaoundé, Porte 003, Tél. 222 20 35 70, ou écrire à l'adresse sm_minjec2020gmail.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm, avec copie au Maître d'Ouvrage via sm_minjec2020gmail.com.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques :

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25/699 37 07 48.

AMPLIATIONS :

- MINMAP (ATCR) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- Président CPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage)./-

Yaoundé, le 20 MARS 2023

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE
ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
MAITRE D'OUVRAGE,



Nounouna Foutso

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 03 / ONIT/MINJEC/CIPM/2023 OF 20 MARS 2023
FOR THE ACQUISITION OF MATERIALS AND INFORMATION TECHNOLOGY
EQUIPMENTS OF THE MOBILISATION AND INSCRIPTION OF YOUTH AT THE
NATIONAL YOUTH OBSERVATORY, IN EMERGENCY PROCEDURE

Financing: BIP MINJEC, EXERCICE 2023

Budgetary line: 57 26 145 02 99 00 00 524219

1. Subject

As part of the further operationalization of the National Youth Observatory, the Minister of Youth Affairs and Civic Education issues an invitation to tender for the acquisition of materials and information technology equipments of the mobilisation and inscription of youth at the National Youth Observatory.

2. Consistency of Supplies

The supplies, subject of this invitation to tender include the acquisition of materials and information technology equipments of the mobilisation and inscription of youth at the National Youth Observatory, according to the description of the supply, equipments, transportation, handling, its putting in to service and reception as follow:

- Laptop
- Fingerprint reader
- Webcam type camera
- Inverter
- cisco router
- mikrotik routerboard
- tplink wifi antenna
- WIFI router
- Hard drive for server
- Printers
- Cameras
- Hard disk for recorder
- Hikvision 8 channel nvr-dvr recorder
- Microsoft Professional 2016
- Internet security
- Epson eb-s41 projector

3. Delivery Deadline

The maximum delivery deadline scheduled by the Contracting Authority the acquisition of materials and equipments of mobilisation and inscription at the National Youth Observatory subject of this



invitation to tender is **sixty (60) days**. Delivery will be at the headquarters of the National Coordination of the National Youth Observatory.

4. Allotment

The supplies, subject of this invitation to tender shall consist of a single lot.

5. Estimated cost and Financing

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is **fifty million (50, 000, 000) F CFA including tax**. The Contract subject to this invitation to tender is financed by the MINJEC's Public investment budget, 2023 financial year, budget head **57 26 145 02 99 00 00 524219**.

6. Participation and Origin

Participation to this Invitation to Tender is open on equal terms, to law abiding Cameroonian firms with technical, financial and legal capacity to supply the services, subject to this invitation to tender.

7. Submission method

The submission method selected for this consultation is online or offline (on/offline).

8. Consultation of the tender File

The tender file may be consulted during working hours, in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, headquarters building, located at Administrative center, Yaounde, ground floor, Door n° 003, Tel. 222 20 35 70, and the electronic version on the platform COLEPS available at addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as from the date of the publication of this notice.

9. Acquisition of the Bidding Documents

The file can be obtained during working hours, in the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, headquarters building, located at the Administrative center, Yaounde, Door n°003, Tel. 222 20 35 70, as from the publication of this notice upon payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA Francs**. A copy of the receipt for this payment will be attached to the tender file.

It is also possible to obtain the tender File by free download on the COLEPS platform available at the above addresses for the electronic version. However, online submission is subject to the payment of purchase costs of the tender File.

10. File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents that will pass on the platform and constituting the tender's offer are as follow:

- 5 Mo for the administrative tender;
- 15 Mo for technical tender ;
- 5 Mo for financial tender.

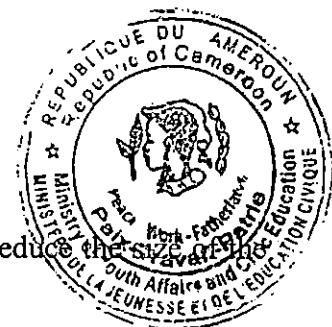
The accepted formats are the following:

- Format PDF for the documents;
- JPEG for images.

The candidate Will take care to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

11. Submission of bids

For online submission, the tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform not later than **11 AVR 2023 at 1 p.m.** A backup copy of the offer saved on USB Flash or CD/DVD must be send in a sealed envelope with the clear and readable indication « backup copy», in addition to the



above mentioned within the limit time.

For offline submission, each tender drawn up in seven (07) copies in French or English including the original and six (06) copies stamped as such and, in accordance with the requirements of the tender File (DAO), must be submitted to the public contracts service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education headquarters building, not later than 11 AVR 2023 1 p.m and should be labeled as follows:

- Envelope A: Administrative documents (originals in case of tender);
- Envelope B: technical offer;
- Envelope C: financial offer.

These three (03) envelopes will be contained in a fourth and must imperatively bear the following single mention:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 03 / ONIT/MINJEC/ITB/2023 OF 20 MARS 2023
FOR THE ACQUISITION OF MATERIALS AND INFORMATION TECHNOLOGY
EQUIPMENTS OF THE MOBILISATION AND INSCRIPTION OF YOUTH AT THE
NATIONAL YOUTH OBSERVATORY, IN EMERGENCY PROCEDURE
"TO BE OPENED ONLY DURING OPENING SESSION"

Tenders arriving after the deadline for submission shall not be accepted.

12. Provisional bid bond

Each tenderer must include in his administrative documents, a bid bond delivered by a first-grade bank approved by the Minister for Finance and listed in Exhibit 12 of the file for an amount fixed at one million (1 000 000) Francs CFA.

13. Admissibility of tenders

Subject to being rejected, documents in the administrative file must include only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities in accordance with the special regulations on the invitation to tender. These documents must be less than three (03) months old or established after the signing of the tender notice.

Any bid not in conformity with the prescriptions of the tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a first-grade bank approved by the Ministry in charge of Finance or the non-respect of the models of the tender file documents shall lead to a pure and simple rejection of the bid.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in a single session.

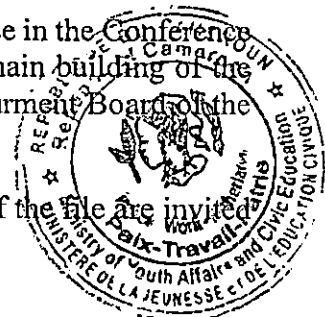
The opening of the administrative, technical and financial documents will take place in the Conference hall of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, ground floor of the main building of the Central Services in Yaounde on 11 AVR 2023 2 p.m, by the Internal procurement Board of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education.

Only bidders or their duly mandated representatives who have a perfect mastery of the file are invited to take part in this opening session.

15. Main Selection Criteria

15.1. Elimination Criteria

- Absence or non-conformity of any one of the administrative documents within 48 hours after the opening of bids;



- Absence of bid bond during the opening session;
- False declaration or falsified documents;
- Absence of manuals with all detailed descriptions of supply in colors both in the original and the copies;
- Absence of a quantified unit price;
- Non respect of less than 6 yes out of 8 of the essential criterias;
- Non-conformity with minor technical specifications (less than 80%);
- Absence of declaration on the honor for non-abandonment of a contract during the last three years;
- Submission method non-compliance (if on line) ;
- Non-respect of the tender file format (if on line) ;
- Absence of backup copy in case of problem in the COLEPS Platform (if on line);
- Non-respect with one of the major technical characteristics indicated by an asterisk in the evaluation grid.

15.2. Essential criterias:

- General presentation of bid (binding, documents arranged in order and separated by color inserts);
- Tender's references or experience in similar contracts;
- Guaranty letter;
- Financial capacity;
- Planning ;
- Delivery deadline ;
- After sales service ;
- Evidence showing acceptance of the conditions of the contract (copies well filled, each page of the contract project signed, and the last page dated, signed and stamped with the mention "Read and approved").

16. Assessment Criteria

The grading system will be the binary method (yes or no) and will focus on the above criteria which are given in detail in the Special rules of the invitation to tender (RPAO).

17. Award of Contract

The contract will be awarded to the lowest bidder whose bids are in conformity with the invitation to tender, and not having been suspended by MINMAP.

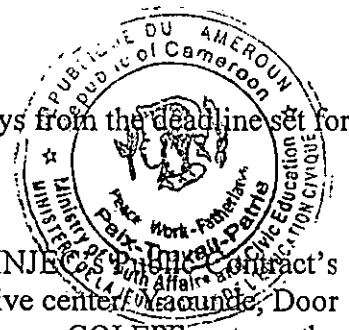
The Contracting Authority reserves the right to cancel the tendering procedure and to reject all offers at any time prior to the award, without incurring any liability to the bidder (s) affected by the decision, Nor the obligation to inform them of the reasons for its decision. In this case the tenderer will be invited to withdraw his tenders within fifteen (15) days from the date of cancellation of the contract. After this deadline, the offers will be destroyed.

18. Period of validity of tenders

Bidders will remain committed to their offers for a period of ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

19. Further information

Additional information can be obtained during working hours from the MINJEC's Procurement Contract's Service, located on the ground floor of the MINJEC building, Administrative center, Yaounde, Door 003, Tel. 222 20 35 70, or online on the platform COLEPS to the addresses :<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.



20. Technical Assistance

To obtain technical assistance, in case of problem related to the use of the platform, please call the following numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm with a copy to project owner to this address sm_minjec2020@gmail.com.

21. Fight against corruption

For any act of corruption or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (237)673 20 57 25/699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- MINJEC
- Contracts Office
- President CIPM/MINJEC
- Billposting

Yaounde, the 20 MARS 2023

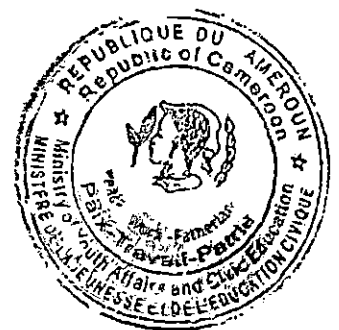
THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS
AND CIVIC EDUCATION
Project Owner



Mounouna Foutso

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce N°2: Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)



Sommaire

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

Article 2 : Financement

Article 3 : Fraude et corruption

Article 4 : Candidats admis à concourir

Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

C. Préparation des offres

Article 10 : Frais de soumission

Article 11 : Langue de l'offre

Article 12 : Documents constituant l'offre

Article 13 : Prix de l'offre

Article 14 : Monnaie de l'offre

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures

Article 18 : Documents attestant la qualification du soumissionnaire

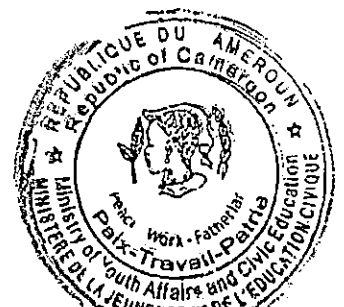
Article 19 : Caution de soumission

Article 20 : Délai de validité des offres

Article 21 : Forme et signature de l'offre

D. Dépôt des offres

Article 22 : Cachetage et marquage des offres



Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

Article 24 : Offres hors délai

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 26 : Ouverture des plis et recours

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

Article 28 : Eclaircissement sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

Article 29 : Conformité des offres

Article 30 : Evaluation de l'offre technique

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

Article 32 : Correction des erreurs

Article 33 : Evaluation des offres au plan financier

Article 34 : Comparaison des offres

F. Attribution du Marché

Article 35 : Attribution

Article 36 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure

Article 37 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

Article 40 : Signature du marché

Article 41 : Cautionnement définitif



Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

1.1. Le Maître d'Ouvrage, tel qu'il est défini dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), ci-après dénommé le « Maître d'Ouvrage », lance un Appel d'Offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes brièvement défini dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif des Quantités.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres figurent dans le RPAO.

Il y est fait ci-après référence sous le terme « les Fournitures ».

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit livrer les Fournitures dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes « Maître d'Ouvrage » et Maître d'Ouvrage Délégué » sont interchangeables et le terme « jour » désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des fournitures objet du présent Appel d'Offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1. Le Maître d'Ouvrage exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ce marché. En vertu de ce principe, le Maître d'Ouvrage :

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

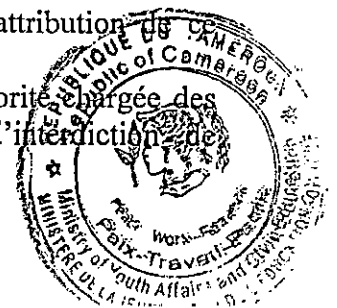
ii. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ; et

iv. « Pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution d'un marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, Autorité chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de



soumissionner pendant, une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'inités, de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1 Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve des dispositions ci-après :

a. un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.

b. un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt.

Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécialisations et autre documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent Appel d'Offres ; ou

ii. présente plus d'une offre dans le cadre du présent Appel d'Offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17 ; le cas échéant ; cependant ceci ne fait obstacle à la participation des sous-traitants dans plus d'une offre.

c. le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

d. une entreprise publique camerounaise ne peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrer selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte du Maître d'Ouvrage.

Article 5 : Fourniture et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1 Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tel que l'assurance, l'installation, la maintenance initiale.

5.3 Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.



Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

a. soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire ;
et

b. fournir toutes les informations demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. la production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. les litiges en cours ;
- v. la disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a. l'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;

b. l'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;

c. la nature du groupement (conjoint ou solidaire comme cela est requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;

d. le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'Ouvrage pour l'exécution du marché.

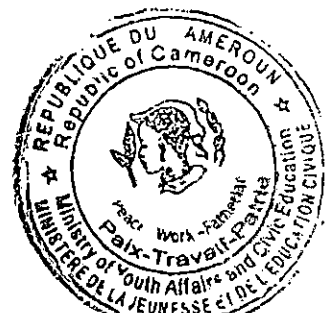
6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre l'(s) additif (s) conformément à l'article 9 du RGAO il comprend les documents énumérés ci-après :

- a. l'Avis d'Appel d'Offres (AAO)
- b. le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)
- c. le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)
- d. le Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP)
- e. le Descriptif de la Fourniture qui comprend :
 - la liste des fournitures et services connexes ;
 - les spécifications techniques.
- f. le Cadre du Bordereau des Prix Unitaires
- g. le Détail Quantitatif et Estimatif



- h. le Sous-détail des Prix Unitaires
- i. le modèle de lettre de soumission
- j. le modèle de caution de soumission
- k. le modèle de cautionnement définitif
- l. le modèle de caution de retenue de garantie
- m. le Modèle de marché

Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans les RPAO. Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit ou par courrier électronique à toute demande d'éclaircissement reçu au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage, indiquant la question posée, mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission.

Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.

8.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

9.1. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

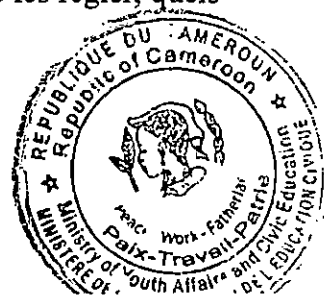
9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par écrit.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, pour la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'article 23.2 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 10 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.



Article 11 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 12 : Documents constituant l'offre

12.1. L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

i. tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- a acquitté les droits, taxes, impôt, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO.

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant la qualification des soumissionnaires conformément aux articles 6.1 du RPAO et 18 du RGAO.

b.2 Méthodologie propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- le calendrier, le planning et le détail de livraison des prestations.

b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché.

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractère administratif et technique régissant le marché, à savoir :

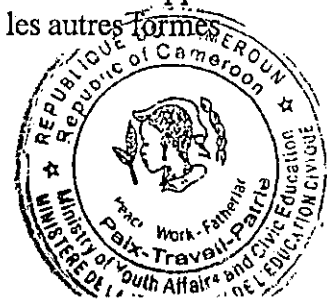
1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Les spécifications techniques.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. la soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
3. le Détail Quantitatif et Estimatif dûment rempli ;
4. le Sous-détail des Prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de soumission.



12.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

Article 13 : Prix de l'offre

13.1 Les prix seront indiqués comme dans les modèles de bordereaux des prix et les sous-détails des prix fournis en annexe.

Le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de Sous-détail des Prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :

- i. le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
- ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
- iii. les prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

13.2. Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Sauf disposition contraire du CCAP, une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non-conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

13.3. Au cas où l'Appel d'Offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Article 14 : Monnaie de l'offre

Les prix seront libellés en francs CFA

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.

16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures

17.1. Pour établir la conformité des fournitures et services connexes au Dossier d'Appel d'Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les



fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le Descriptif de la Fourniture.

17.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.

17.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.

17.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par le maître d'ouvrage sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction du Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des Prix et les spécifications techniques.

Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction du Maître d'Ouvrage :

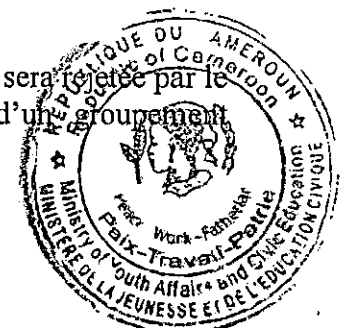
- a. si le RPAO le stipule, que, dans le cas d'un Soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le fabricant de ces fournitures à les livrer au Cameroun ;
- b. que le Soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;
- c. que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Article 19. Caution de soumission

19.1. En application de l'article 12. du RGAO, le Soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable du Maître de l'Ouvrage. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres; ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.

19.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de soumission acceptable sera rejetée par le Maître d'ouvrage comme non-conforme. La Caution de soumission d'un groupement



d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

19.4. Les Cautions de soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

19.5. La Caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

19.6. La caution de soumission peut être saisie :

a. si le Soumissionnaire :

- i. retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou
- ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 32 du RGAO ; ou

b. si le Soumissionnaire retenu :

- i. manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 39 du RGAO ; ou
- ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 40 du RGAO.

Article 20 : Délai de validité des offres

20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué comme non-conforme.

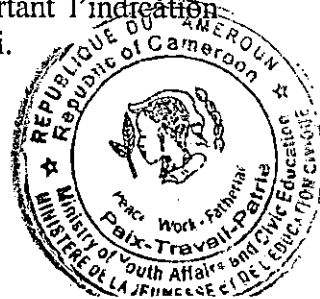
20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un Soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage adressera au(x) soumissionnaire(s). La demande du Maître d'Ouvrage devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 21 : Forme, format et signature de l'offre

Pour la soumission hors ligne,

21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans le RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.



21.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

21.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre.

D. Dépôt des offres

Article 22. Cachetage et marquage des offres

22.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux (02) enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

b. porteront le nom du projet ainsi que l'objet et les numéros de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RGAO, et la mention « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

22.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage de renvoyer l'offre scellée si elle n'a pas été ouverte.

22.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

22.5. Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes, administratif, technique et financier.

22.6. Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

23.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article

23.2. La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS font foi.

23.3. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.

22.4 (a) du RGAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

23.5. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.



23.5 Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

Article 23 bis : Mode de soumission

Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 24 : Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

Pour les soumissions hors ligne,

25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par le représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieur à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

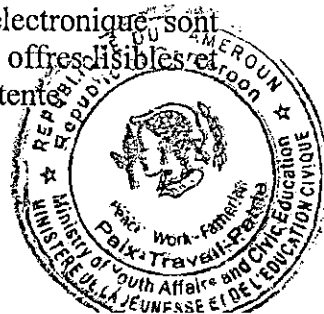
25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

25.4 Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'appel d'offre.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 26 : Ouverture des plis et recours

26.0 Préablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des marchés compétente.



26.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procèdera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

26.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

26.4 Les offres ou les copies de sauvegarde (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

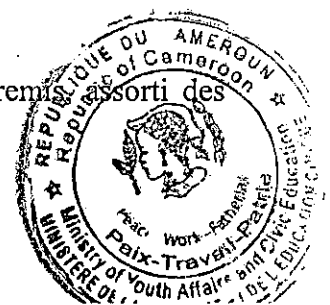
26.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leur prix, leur rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

26.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

26.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le président de la Commission de Passation des Marchés.

L'observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.



26.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

27.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou le Maître d'Ouvrage dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 28 : Éclaircissement sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, ou via COLEPS mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché ; offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'article 32 du RGAO.

28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29 : Conformité des offres

29.1. La Sous-commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

29.2. La sous-commission d'analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :

- a. qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
- b. qui limitent, d'une manière substantielle et non-conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
- c. dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.



29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission de Passations des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 30 : Évaluation de l'offre technique

30.1. La Sous-commission d'Analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RGAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

30.2. La Sous-commission d'Analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'Appel d'Offres et l'évaluation technique, la sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la Commission de Passation des Marchés d'écarter l'offre en question.

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 32 : Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

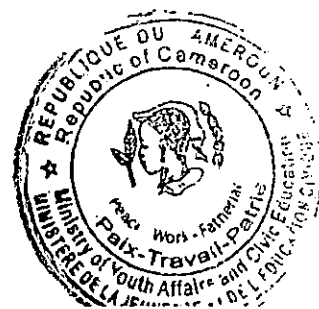
a. s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

b. si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

32.3. Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.



Article 33 : Évaluation des offres au plan financier

33.1. La Sous-commission d'analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont il aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.

33.2. Pour cette évaluation, la Sous-commission d'analyse prendra en compte les éléments ci-après :

- a. le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;
- b. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32 du RGAO ;
- c. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;

33.3 Pour évaluer le montant de l'offre, la sous-commission d'analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Article 34 : Comparaison des offres

La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 34 du RGAO.

F. Attribution du Marché

Article 35 : Attribution

35.1. Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

35.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce Marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

Article 36 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Premier Ministre lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la Commission de marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 37 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15%, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiée dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée, que sa



soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

39.0 Toute décision d'attribution d'un marché publics par les maitres d'ouvrage ou le maitre d'ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

39.1. Le Maître d'Ouvrage communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (05) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

39.2. Le Maître d'Ouvrage est tenu de communiquer les motifs de rejets des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

39.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

39.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 40 : Signature du marché

40.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la signature par le Maître d'Ouvrage.

40.2. Le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché souscrit par l'attributaire.

40.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (05) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 41 : Cautionnement définitif

41.1. Dans les vingt-(20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

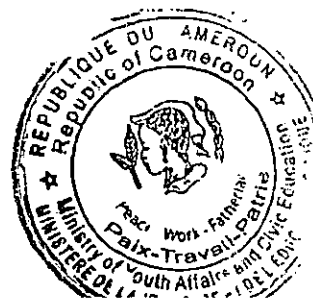
41.2. Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

41.3. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

41.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.



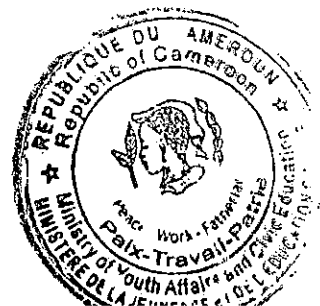
**PIECE №3: REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL
D'OFFRES (RPAO)**



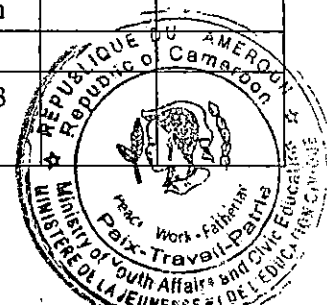
Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

Les renseignements et les données qui suivent pour l'acquisition des fournitures devront complétés ou précisés par les clauses du Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO). En cas de divergence, les dispositions ci-après prévaudront sur les clauses du RGAO.

	Généralités
1.1	<p>Objet de l'Appel d'Offres :</p> <p>Le présent Appel d'Offres a pour objet pour l'acquisition du matériel et des équipements de mobilisation et d'enrôlement à l'Observatoire National de la Jeunesse.</p> <p>Les spécifications techniques de ce matériel sont données dans le descriptif de la fourniture</p> <p>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (Service des Marchés Publics, sise au rez-de-jardin porte 003 de l'immeuble siège dudit Ministère au centre Administratif de Yaoundé, Tél : Tel. 222 20 35 70.</p>
1.2	<p>Référence du Dossier d'Appel d'Offres :</p> <p style="text-align: center;">« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT » N° _____/AONO/MINJEC/CIPM/2023 DU _____ EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS DE MOBILISATION ET D'ENROLEMENT A L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE</p>
1.3	Délai de livraison : 60 jours.
2	<p>Source de financement : BIP MINJEC – EXERCICE 2023</p> <p>IMPUTATION BUDGETAIRE : 57 26 145 02 99 00 00 524219</p> <p>Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des estimations est de Cinquante (50 000 000) de F CFA TTC.</p>
3.	<p>Participation et origine</p> <p>La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux prestataires de droit camerounais exerçant au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations objet du présent appel d'offres.</p> <p>Les prestataires peuvent soumissionner en individuel ou en groupement.</p>
4	<p>Report de délais</p> <p>Pour donner aux candidats les délais nécessaires à la prise en considération d'éventuelles modifications dans la préparation de leurs offres, le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique peut repousser la date limite de dépôt des soumissions.</p>
5.	Critère d'évaluation



5.1 – Critères éliminatoires			
<ul style="list-style-type: none">• Absence ou la non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif 48 h après ouverture des offres ;• Absence de caution de soumission à l'ouverture ;• Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;• Absence des prospectus avec toutes les descriptions détaillées des équipements et matériels proposés, en couleur dans l'original et les copies ;• Non-respect d'au moins 5/7 des critères essentiels ;• Absence d'un prix unitaire quantifié ;• Non-conformité aux spécifications techniques mineures (moins de 80%) ;• Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon de marché durant les trois dernière années ;• Non-conformité du mode de soumission (si en ligne) ;• Non-respect du format de fichier des offres (si en ligne) ;• Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (si en ligne) ;• Non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées par astérisque dans la grille d'évaluation			
N°	5-2.CRITERES ESSENTIELS	Evaluation	
		OUI	NON
B1	PRESENTATION DE L'OFFRE		
	Document relié avec spirale		
	Pièces rangées dans l'ordre prescrit dans le DAO		
	Intercalaires en couleur autre que le blanc		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à au moins 02 sous critères sur 03 pour avoir un « OUI » sur ce critère B1			
B2	REFERENCES GENERALES DE L'ENTREPRISE		
	Présentation de l'entreprise et organigramme.		
	Au moins deux (02) références similaires réalisées sur les cinq dernières années (1 ^{ère} et dernière pages du marché + PV de réception) d'un montant cumulé supérieur ou égale à 100 000 000 Fcfa		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à deux 02 sous critères sur 02 pour avoir un « OUI » sur ce critère B2			
B3	LETTRE DE GARANTIE		
	Produire une garantie du matériel proposé (au moins 1 an (12 mois)		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 01 sous critères sur 01 pour avoir un « OUI » sur ce critère B3			
B4	PLANNING ET DELAI DE LIVRAISON		
	Planning de réalisation (diagramme de Grant)		
	Délai de livraison ≤ 60 jours		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 02 sous critères sur 02 pour avoir un « OUI » sur ce critère B4			
B5	CAPACITE FINANCIERE :		
	Attestation de capacité ou d'ouverture de ligne de crédit à hauteur de 70% du montant prévisionnel délivrée par établissement financier ayant délivré l'attestation de domiciliation bancaire		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 01 sous critère sur 1 pour avoir un « OUI » sur ce critère B5			
B6	SERVICE APRES-VENTE		
	- Engagement sur l'honneur d'intervenir dans les 48 heures suivant l'interpellation		
	- Disponibilité d'un magasin de stockage ;		
	- Personnel d'encadrement Ingénieur de travaux en Informatique, avec au moins 3 ans d'expérience dans l'installation et la configuration des messageries		



	professionnelles (produire la copie certifiée du diplôme requis, avec CV+CNI légalisée)		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 03 sous critères sur 03 pour avoir un « OUI » sur ce critère B6			
B7	PREUVES D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHÉ		
	Copie du CCAP dûment complétée, paraphée à chaque page, signée et cachetée à la dernière page avec la mention « lu et approuvé »		
	Copie du Descriptif des Fournitures proposées dûment complétées paraphée, signée et cachetée à la dernière page avec la mention « lu et approuvé »		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 02 sous critères sur 02 pour avoir un « OUI » sur ce critère B7			
TOTAL			7
6.	Langue de l'offre : Français ou Anglais		
7.	Pièces constituant le dossier d'appel d'offres : Le présent dossier d'appel d'offres comprend les documents suivants : 1. l'Avis d'Appel d'Offres (AAO); 2. le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO); 3. le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO); 4. le Descriptif de la Fourniture (DF) ; 5. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ; 6. le Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (CBPU) ; 7. le Cadre du Détail Estimatif ; 8. les Modèles de Pièces ; 9. le Projet de Marché ; 10. liste des établissements et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.		
8.	Présentation générale des offres 8.1 Etablissement de l'offre Les offres seront présentées en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, dans une (01) enveloppe fermée et scellée ne comportant ni cachet, ni indication sur l'identité du soumissionnaire et portant la mention : <p style="text-align: center;">AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° _____ /AONO/MINJEC/CIPM/2023 DU _____ EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS DE MOBILISATION ET D'ENROLEMENT A L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE <i>« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</i></p> L'offre se présentera en trois (03) volumes : - Volume 1 : Offre (Pièces) administratives - Volume 2 : Offre Technique - Volume 3 : Offre Financière		



I- Volume A. Dossier administratif

Il comprendra les documents ci-après, en original ou légalisés datés d'au moins de trois (03) mois :

- a. la déclaration d'intention de soumissionner timbrée ;
- b. l'accord de groupement le cas échéant ;
- c. les pouvoirs de signature le cas échéant ;
- d. une attestation de non faillite établie par le Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du soumissionnaire, (Original) ;
- e. une attestation d'immatriculation ;
- f. une attestation de non redevance fiscale délivrée par le Directeur Général des Impôts ou son mandataire, en cours de validité ;
- g. une attestation signée du Directeur Général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse, et portant les références de l'Appel d'Offres concerné (Original) ;
- h. une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances du Cameroun (Original) ;
- i. une caution de soumission (suivant modèle joint) de **un million (1 000 000) F CFA**
- j. une quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de **cinquante mille (50 000) F CFA** ;
- k. une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP (Original) ;
- l. Le registre de commerce délivré par les autorités compétentes ;
- m. Une plan de localisation signé sur l'honneur par le soumissionnaire.

En cas de groupement, les prestataires devront produire toutes les pièces administratives ci-dessus à l'exception des pièces i, j, et h. qui seront produit exclusivement par le mandataire.

Enveloppe B - Volume 2 : Offre technique

L'offre technique contiendra les pièces suivantes :

b.1.- Les Références du soumissionnaire :

le soumissionnaire devra fournir :

- . Références générales ou expériences du soumissionnaire dans les prestations similaires ;
- . Lettre de garantie « avec attestation sur l'honneur par le soumissionnaire
- Présenter l'entreprise et son organigramme ;
- Au moins deux (02) références similaires réalisées sur les cinq (05) dernières années (1ère et dernière pages du marché + PV de réception) d'un montant cumulé supérieur ou égale à 100 000 000 Fcfa;

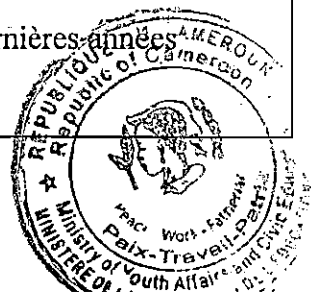
b.2. Propositions techniques :

Le soumissionnaire devra fournir :

- Une présentation des spécifications techniques accompagnées des prospectus du fabricant contenant la description la plus exhaustive possible des fournitures objet de l'appel d'offres ;
- Une autorisation du distributeur agréé ou du fabricant établi pour lesdits matériels et mentionnant l'adresse de la boutique ou de l'usine de fabrication ;

b.3. Déclaration sur l'honneur de non abandon de marché durant les trois dernières années

b.4. Planning et délai de livraison :



Le soumissionnaire devra joindre :

- un planning de livraison décrivant les différentes tâches et devra respecter :
- le délai inférieur ou égal à 60 jours :

b.5. Service après-vente :

Une description du service après-vente qui sera assurée par le cocontractant et devra :

- Engagement sur l'honneur d'intervenir dans les 48 heures suivant l'interpellation,
- Disponibilité d'un magasin de stockage ;
- Personnel d'encadrement Ingénieur de travaux en Informatique, avec au moins 3 ans d'expérience dans l'installation et la configuration des messageries professionnelles (produire la copie certifiée du diplôme requis, avec CV+CNI légalisée)

b.6. Lettre de garantie :

Produire une lettre de garantie du matériel proposé (au moins 1 an (12 mois) et attestant que les fournitures sont neuves

b.7. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- i. Une copie du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) complété, paraphé à chaque page, signé et daté à la dernière page, avec la mention « lu et approuvé » ;
- ii. Une copie des Spécifications Techniques complétées, paraphées à chaque page, signées et datées à la dernière page.

III- Volume C : Offre financière

Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

C.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ; Préciser l'ordre d'attribution en cas d'adjudication.

C.2. Le Bordereau des prix unitaires dûment rempli, signé et cacheté ;

C.3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli, rempli, signé et cacheté ;

C.4 Le Sous-détail des prix incluant toutes les charges signé, cacheté et daté.

NB. : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc, aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

8.2 Remise des offres

Les offres devront parvenir au plus tard le _____ à 13 heures précises au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, Nouvel immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Rez de jardin, Porte N°003 Yaoundé, sous plis fermé. Passé le délai indiqué, aucun pli ne sera plus accepté. Aucune offre régulièrement déposée ne peut être ni modifiée, ni retirée.

Article 9: Validité de la soumission

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pour un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des soumissions. Le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation si elle n'a pas obtenu de soumission qui lui paraisse acceptable ou pour toute autre raison.

Article 10 : Evaluation des offres



10.1 Ouverture des plis

L'ouverture des plis sera effectuée en une seule phase le _____ à **14 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, selon le mode de soumission, sise au Rez de jardin de l'immeuble siège du MINJEC situé au Centre Administratif, Yaoundé, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de leurs offres respectives

10.2 Eclaircissements concernant l'offre

Pour aider à examiner, à évaluer et à comparer les offres, la Commission Interne de Passation des Marchés a toute latitude de demander aux soumissionnaires des éclaircissements sur leurs offres. La demande d'éclaircissement se fera par écrit, la réponse sera donnée par écrit. Aucun changement de prix de l'offre ne sera demandé, offert et autorisé. ou écrire à l'adresse sm_minjec2020gmail.com.

10.3 Examen préliminaire

La Commission Interne de Passation des Marchés examinera les offres administratives pour déterminer si elles sont complètes et conformes aux indications du DAO.

Article 11 : Evaluation et comparaison des offres

11.1 L'évaluation de l'offre financière (enveloppe c)1

L'évaluation des offres financières s'effectuera de la manière suivante :

A- Vérification des pièces suivantes :

- la soumission timbrée au tarif en vigueur, signée et datée suivant le modèle joint (pièce n° 11.1) ;
 - le Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (voir pièce n° 6) ;
 - le Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif suivant le modèle joint (voir pièce n° 7) ;
- L'évaluation des offres financières s'effectuera de la manière suivante :

A- Vérification des pièces suivantes :

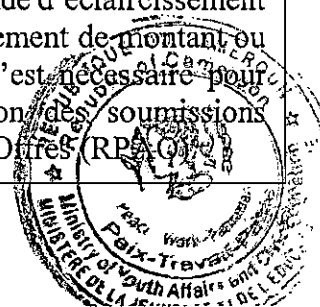
- la soumission timbrée au tarif en vigueur, signée et datée suivant le modèle joint (pièce n° 11.1) ;
- le Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (voir pièce n° 6) ;
- le Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif suivant le modèle joint (voir pièce n° 7) ;

B- Vérification des chiffres

Le montant de l'offre sera déterminé en rectifiant le montant comme suit :

- lorsqu'il y a une contradiction entre les montants en chiffres et en lettres, le montant en lettres fait foi ;
- lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire cité fait foi à moins qu'il ne s'agisse d'une erreur grossière de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le prix tel qu'il est présenté fait foi et le prix unitaire corrigé par voie de conséquence ;
- le montant figurant dans la soumission est corrigé conformément à la procédure susmentionnée pour la correction des erreurs, ledit montant est réputé engager le soumissionnaire. Au cas où le soumissionnaire, dont l'offre est ainsi corrigée et retenue, n'accepte pas la correction effectuée, son offre est rejetée.

L'organe en charge de l'évaluation pourra demander des éclaircissements au soumissionnaire sur tous les points qu'il jugera utiles pour la compréhension des offres. La demande d'éclaircissement et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement de montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul décelées lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions du présent Règlement Particulier d'Appel d'Offres (RPAO).



Article 12: Attribution du marché

12.1 Mode d'attribution

L'autorité contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont il aura déterminé que l'offre est évaluée la moins disante et conformes aux prescriptions du DAO.

12.2 Notification de l'attribution

La notification de l'attribution du marché se fera par voie de communiqué de presse ou tout autre moyen à la convenance de l'autorité contractante. A la publication du résultat de l'Appel d'Offres, les soumissionnaires non retenus sont invités à retirer leurs soumissions respectives dans un délai d'un mois sous peine de destruction.

12.3 Libération de la caution de soumission

Les soumissionnaires non retenus pourront récupérer leur caution de soumission après publication des résultats. Les attributaires par contre ne pourront retirer les cautions de soumission qu'après constitution du cautionnement définitif.

12.4 Edition et diffusion du marché

Quinze (15) exemplaires du marché seront édités par les soins du Cocontractant et fournis à l'autorité contractante pour diffusion.

13. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire devra fournir un cautionnement provisoire, conforme au modèle de DAO, valable pendant trente (30) jours délai au-delà de la date originale de validité des offres et établi par un établissement bancaire agréé par le Ministère en charge des finances, d'un montant d'un **million (1 000 000) F CFA**.

La caution de soumission du candidat déclaré adjudicataire du marché sera libérée par dépôt du cautionnement définitif prévu à l'article 21 du Cahier de Clauses Administratives Particulières.

Article 14 : Validation des soumissions

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 15 : Souscription du projet de marché

Un délai de trois (03) jours calendaires à compter de la date de décharge du projet de marché par l'attributaire est prescrit à ce dernier en vue de souscrire ledit projet, aux étapes d'examen par la Commission de Passation des Marchés compétente ou de signature par l'Autorité contractante. Passé ce délai l'intéressé est passible de la rétention de sa caution de soumission. Au-delà de quinze (15) jours de retard, l'Autorité Contractante pourra annuler l'attribution du marché concerné.

Article 16 : Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables :

au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, Nouvel immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Porte N°003, Rez de jardin Tél. 222 20 35 70, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

Prix de l'offre

- | | |
|-----|---|
| 9. | La livraison sera faite au siège de la Coordination Nationale de l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ) |
| 10. | Les prix du marché ne sont pas révisables. |



11.	Les variantes ne sont pas acceptables
12	Les prix seront libellés en Franc CFA HTVA et TTC
Préparation et dépôt des offres	
13	Cautionnement provisoire Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission établi par un établissement financier de premier ordre agréé par le ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, valable pendant trente jour au-delà de la date limite de validité des offres et d'un montant de un million (1 000 000) F CFA
La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.	
Nombre de copies de l'offre qui doivent être remplies et envoyées : un (01) original et six (06) copies	
Adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres : au Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, Nouvel immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Rez de jardin, Porte N°003, Tél. 222 20 35 70	
DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N° _____ /AONO/MINJEC/CIPM/2023 DU _____ EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS DE MOBILISATION ET D'ENROLEMENT A L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE, EN PROCEDURE D'URGENCE	
Date et heure limites de dépôt des offres : Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique , au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, Nouvel immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Rez de jardin, Porte N°003, Tél. 222 20 35 70, au plus tard le _____ à 13 heures précises, heure locale et devra porter la mention : <div style="text-align: center;"> « AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° _____ /AONO/MINJEC/CIPM/2023 DU _____ EN VUE DE L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS DE MOBILISATION ET D'ENROLEMENT A L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA JEUNESSE EN PROCEDURE D'URGENCE </div>	
Lieu, date et heure de l'ouverture des plis : L'ouverture des plis se fera en un seul temps et aura lieu le _____ à 14 Heures précises heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINJEC sis au Nouvel immeuble siège, Centre Administratif de Yaoundé, Rez de jardin, Porte N°002 .	
Renseignements complémentaires Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique , Service des Marchés Publics sis au Nouvel immeuble siège, Centre Administratif de Yaoundé, Rez de jardin, Porte N°003, Tél. 222 20 35 70 .	
Attribution du marché	



Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel aux prescriptions du DAO et a été évaluée la moins disante.

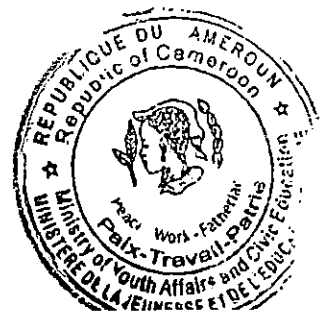
Lors de l'attribution, le Maître d'ouvrage pourra modifier (augmenter ou diminuer jusqu'à 15%), en tant que de besoin, les quantités à livrer, avant la souscription du marché par l'adjudicataire.

Dans les vingt-(20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le Cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le DAO.

SOUSCRIPTION DU PROJET DE MARCHÉ

Un délai de trois (03) jours calendaires, à compter de la date de décharge du projet de marché par l'attributaire, est accordé à ce dernier en vue de souscrire ledit marché avant sa signature par le MINJEC.

Passé ce délai, l'intéressé est passible de la rétention de sa caution de soumission. Au-delà de quinze (15) jours de retard, le Maître d'Ouvrage pourra annuler l'attribution du marché concerné.



**PIECE N°4: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**



Sommaire

Chapitre I : Généralités

- Article 1 : Objet du marché
- Article 2 : Consistance de la prestation
- Article 3 : Procédure de Passation du Marché
- Article 4 : Définition et attributions
- Article 5 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 6 : Normes
- Article 7 : Pièces constitutives du Marché
- Article 8 : Textes généraux applicables
- Article 9 : Communication
- Article 10 : Ordres de service
- Article 11 : Matériel et personnel du fournisseur

Chapitre II : Clauses Financières

- Article 12 : Garantie et cautions
- Article 13 : Montant du marché
- Article 14 : Lieu de paiement
- Article 15 : Variation des prix
- Article 16 : Avances
- Article 17 : Paiement
- Article 18 : Intérêts moratoires
- Article 19 : Pénalités de retard
- Article 20 : Régime fiscal et douanier
- Article 21 : Timbres et enregistrement des Marchés

Chapitre III : Exécution des prestations

- Article 22 : Brevet
- Article 23 : Lieu et délais de livraison
- Article 24 : Rôles et responsabilités du fournisseur
- Article 25 : Transport et Assurances
- Article 26 : Service après-vente et consommable

Chapitre IV : De la réception

- Article 27 : Documents à fournir avant la réception technique
- Article 28 : Réception provisoire
- Article 29 : Délai de garantie
- Article 30 : Réception définitive

Chapitre V : Dispositions diverses

- Article 31 : Résiliation du marché
- Article 32 : Cas de force majeure
- Article 33 : Différends et litiges
- Article 34 : Edition et diffusion du présent marché
- Article 35 et dernier : Entrée en vigueur du marché



Chapitre I : Généralités

Article 1 : Objet du Marché

Le présent marché porte sur l'acquisition du matériel et des équipements de mobilisation et d'enrôlement des jeunes à l'Observatoire National de la Jeunesse.

Article 2 : Consistance des prestations

Les prestations du présent marché comprennent l'acquisition du matériel et des équipements de mobilisation et d'enrôlement à l'Observatoire National de la Jeunesse, répartis conformément au Descriptif de la Fourniture (DF), leur mise en service et leur réception.

Article 3 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert N° ____/AONO/MINJEC/CIPM/2023 du _____ en vue de l'acquisition du matériel et des équipements de mobilisation et d'enrôlement des jeunes à l'Observatoire National de la Jeunesse conformément, aux textes en vigueur en République du Cameroun.

Article 4 : Définitions, attributions et nantissement

4.1. Définitions et attributions

- Le Maître d'Ouvrage est le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique ; il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à la transmission des copies à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.
- Le Chef de Service du Marché est le Secrétaire Permanent de l'Observatoire National de la Jeunesse, ci-après désigné le Chef de Service ; il veille au respect des Clauses Administratives, Techniques et Financières et des délais contractuels.
- L'ingénieur du marché est le Chef de la Cellule, Informatique du MINJEC, ci-après désigné l'Ingénieur.

4.2. Nantissement

- L'Organisme ou le responsable chargé du paiement est la Paierie Spécialisée du Trésor auprès du MINJEC, du MINEFOP et du MINDDEVEL ;
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le Chef Service du marché.

4.3. Les Attributions de la mission de contrôle, incombe à l'Ingénieur, à ce titre, il veille au respect de l'exécution des prestations contenues dans le devis estimatif et descriptif.

Article 5 : Langue, loi et réglementation applicables

5.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

5.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 6 : Normes

6.1. Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans le Descriptif de la Fourniture (DF) et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.



6.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira la fourniture et les prestations du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 7 : Pièces constitutives du marché

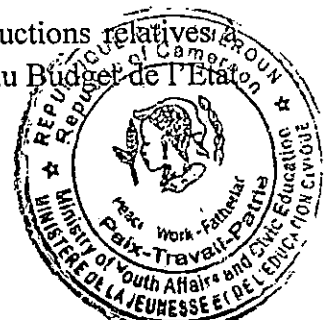
Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. Lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
2. La soumission du fournisseur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et aux Spécifications Techniques ci-dessous visés ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Descriptif des Fournitures (DF)
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; le détail ou le devis estimatif ; le sous-détail des prix unitaires ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures en vigueur ;

Article 8 : Texte généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat;
2. la loi n°2022/020 du 27 décembre 2022 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 ;
3. le décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
4. le décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marchés publics ;
5. le décret n° 2018/0001/PM du 05 Janvier 2018 portant création d'une plateforme de dématérialisation dans le cadre des marchés publics et fixant ses règles d'utilisation ;
6. le décret n° 2018/0002/PM du 05 Janvier 2018 fixant les conditions et modalités de passation des marchés publics par voie électronique au Cameroun ;
7. le décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
8. le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- 9- l'Arrêté n° 033/CAB/PM 13 février 2007 mettant en vigueur les Cahiers de Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics ;
7. l'Arrêté n° 038/CAB/PM du 15 mai 2014 mettant en vigueur les Dossiers Types d'Appels d'Offres pour les marchés publics ;
8. la Circulaire n° 003/CAB/PM du 31 janvier 2011 précisant les modalités de gestion des changements des conditions économiques des marchés publics ;
9. l'Arrêté N° 003 du 13 février 2007 mettant en vigueur le CCAG applicable aux marchés des travaux et fournitures ;
10. la Circulaire N°001/CAB/PR du 19 juin 2012 portant passation et contrôle de l'exécution des marchés publics ;
11. la Circulaire N°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 portant amélioration de la performance du système des marchés publics ;
12. la Circulaire N°00000006/C/MINFI du 30 décembre 2022 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des autres Entités Publiques pour l'Exercice 2023 ;
13. les Normes Techniques en vigueur au Cameroun ;



14. d'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché.

Article 9 : Communication

9.1 Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

a. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire :

A Monsieur le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique, avec copies adressées dans les mêmes délais, au Chef de Service du Marché et à l'Ingénieur.

b. Dans le cas où le Cocontractant en est le destinataire :

A Monsieur/Madame _____ [indiquer le nom et l'adresse de l'attributaire]

Article 10 : Ordre de service

10.1. L'ordre de service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du Marché.

10.2. Les ordres de service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché, avec copie à l'Ingénieur et au MINMAP.

10.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du chantier et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de Service du Marché et notifiés par l'Ingénieur et au MINMAP.

10.4. Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché.

10.5. Le prestataire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

Article 11 : Matériel et personnel du fournisseur

11.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de Service du Marché. En cas de modification, le fournisseur fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

11.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'Ingénieur, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. L'Ingénieur disposera de huit (8) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de Service du Marché. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

11.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation du marché.

Chapitre II : Clauses financières

Article 12 : Garantie et cautions

12.1 Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 3 % du montant TTC du marché.



Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

12.2. Cautionnement de garantie

La retenue de garantie est fixée à 5% du montant TTC du marché.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage à la demande du fournisseur.

Article 13 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du Détail Quantitatif et Estimatif ci-joint, est de _____ (_____) francs CFA TTC; soit :

Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA

Montant de la TVA : _____ (_____) francs CFA

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Article 14 : Lieu de paiement

14.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'Ouvrage au fournisseur, dans les conditions indiquées dans le marché, le fournisseur s'engage par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions du marché.

14.2. Les paiements en FCFA s'effectueront par virement au compte suivant ouvert au nom de _____ B.P. _____ à la banque _____ suivant les coordonnées ci-après :

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé

Article 15 : Variation des prix

15.1 Le cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les sujétions imposées pour l'exécution des fournitures et de toutes les conditions locales susceptibles d'influer sur cette exécution.

15.2 Les prix sont fermes et non révisables.

Article 16 : Avances

Sans objet

Article 17 : Paiement

Le Fournisseur s'engage à livrer la fourniture dès la sortie du titre de confirmation de créance.

Au vu du procès-verbal de réception provisoire sans réserves, du bordereau de livraison et de la facture définitive, le montant du présent marché sera payé par virement bancaire au compte du fournisseur, après déduction le cas échéant, de l'avance de démarrage.

Article 18 : Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état de sommes dues conformément aux articles 166 et 167 du décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

Article 19 : Pénalités de retard

19.1. En cas de retard sur le délai d'exécution prévu à l'article 23 (2) le Fournisseur sera passible d'une pénalité pour retard de :



- a. Un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché.
- b. Un millième (1/1000^e) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

19.2 Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base.

Article 20 : Régime fiscal et douanier

Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'IR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts,
- des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
 - ❖ droit et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
 - ❖ des droits et taxes communaux ;
 - ❖ des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 21 : Timbres et enregistrement des marchés

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre III : Exécution des prestations

Article 22: Brevet

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 23 : Lieu et délais de livraison

23.1. Lieu de livraison

Les fournitures, objet du présent marché, seront livrées au siège de la Coordination Nationale de l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ).

23.2. Le délai de livraison

Le délai de livraison des fournitures objet du présent marché est de soixante (60) jours maximum.

23.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution des prestations.

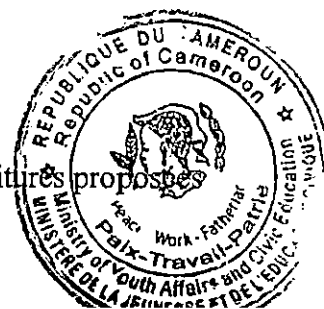
Article 24: Rôles et responsabilités du fournisseur

Le Fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans le DF ou les ST, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément au présent marché et aux règles et normes en vigueur.

Article 25 : Transport et assurances

25.1. Emballage pour le transport

Le Fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées



soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

25.2. Assurance

Sans objet.

Article 26: Service après-vente et consommables

Le fournisseur devra assurer le service après-vente et l'entretien préventif des matériels et équipements, à travers :

- l'engagement sur l'honneur d'intervenir dans les 48 heures suivant l'interpellation ;
- la disponibilité d'un magasin de stockage ;
- un personnel d'encadrement (Ingénieur de travaux en Informatique, avec au moins 3 ans d'expérience dans l'installation et la configuration des messageries professionnelles).

26.1 Période de garantie

Le fournisseur devra assurer le service après-vente et l'entretien préventif des matériels et équipements. Il s'agira :

- d'assurer une intervention dans un délai inférieur à une semaine ;
- de présenter un personnel qualifié pour les réparations nécessaires (deux 02) Techniciens supérieurs en Informatique) ;
- de disposer d'un atelier de réparation.

Chapitre IV : De la réception

Article 27 : Documents à fournir avant la réception technique

Le fournisseur devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- copie de la facture décrivant les fournitures, indiquant leurs quantités, leurs prix et le montant total ;
- notification de la livraison ;
- certificat de garantie du Fournisseur.

Article 28 : Réception provisoire

Avant la réception provisoire, le fournisseur demande par écrit au Chef de service du Marché avec copie à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

28.1. Le Fournisseur devra avertir l'Administration dans les meilleurs délais de la date de livraison des fournitures.

Dans les quinze (15) jours qui suivent, l'Administration fixera la date de la réception provisoire, et communiquera cette date à tous les intervenants.

28.2. La Commission de réception sera composée des membres suivants :

1. le Maître d'Ouvrage ou son représentant, Président ;
2. le Chef de Service du Marché, Membre ;
3. un représentant du DGCMP/MINMAP, observateur ;
4. l'Agent chargé des opérations de la Comptabilité Matières compétent, Membre ;
5. le Fournisseur ou son représentant, Membre ;
6. l'Ingénieur du marché, Rapporteur.

Le Fournisseur est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.



Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

La visite de réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par les membres de la commission.

Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date d'achèvement des prestations.

Article 29 : Délai de garantie

29.1. La durée de garantie est de six (06) mois à compter de la date de réception provisoire.

29.2. Pendant cette période, le Fournisseur doit maintenir à ses frais le matériel en état de fonctionnement, c'est-à-dire assurer dans les dix (10) jours de la notification de la panne par l'Administration et sur le lieu d'emploi, la remise en état du matériel pour toutes les pannes consécutives ou non, à des vices de construction ou à des défauts de fabrication. Il reste entendu que le Fournisseur supportera les frais de réparation résultant d'un défaut de fabrication.

Si pour une raison quelconque, le Fournisseur ne pouvait entreprendre sur place la réparation, les frais de transport de l'équipement et/ou accessoire de son lieu d'utilisation à l'atelier de réparation sont entièrement à sa charge.

Dans le cas où le Fournisseur, après notification écrite, n'assurerait pas avec la diligence souhaitée la remise en état du matériel défectueux, l'administration se réserve le droit d'y procéder aux frais du Fournisseur.

Si malgré ces interventions, le matériel continuait à ne pas fonctionner normalement, le fournisseur défaillant est tenu de le remplacer à ses frais. La durée de garantie sera :

- prolongée d'autant pour la durée de l'immobilisation du matériel si cette dernière excède les dix jours de la notification de la panne ;
- renouvelée intégralement dans le cas de remplacement du matériel.

L'administration se réserve le droit de facturer au Fournisseur les frais correspondants au manque à gagner résultant de l'arrêt du matériel pendant la période de garantie.

Article 30 : Réception définitive

30.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

30.2. La procédure de réception définitive est la même que celle de la réception provisoire.

30.3. La réception définitive marque la fin du marché.

Chapitre V : Dispositions diverses

Article 31 : Résiliation du marché

Le marché peut être résilié comme prévu à la section II, sous-section I du Titre V du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- retard de plus de trente (30) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de trente (30) jours calendaires ;
- retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
- refus de la reprise des prestations mal exécutées ;
- défaillance du Fournisseur.



Article 32 : Cas de force majeure

32.1 En cas de force majeure, le Fournisseur ne verra sa responsabilité dégagée que s'il a averti par écrit l'Administration de son intention d'invoquer cette force majeure et ce, avant la fin du vingtième (20^{ème}) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient à l'Administration d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

32.2 Aux fins de la présente clause le terme "force majeure" désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur et qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure sans que la liste soit limitative, les actes de l'Administration, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre du Marché, les guerres et les révolutions, les incendies, les inondations cyclones, les épidémies, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, tremblement de terre et autres faits analogues.

32.3 En cas de force majeure, le Fournisseur notifiera rapidement par écrit à l'Administration l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il reçoit des instructions contraires de l'Administration, le Fournisseur continuera à exécuter les obligations qui sont les siennes dans le cadre du marché, et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

Article 33 : Différends et litiges

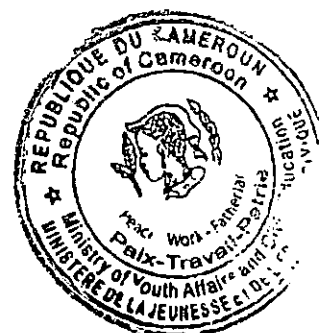
Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente, conformément à la législation en vigueur au Cameroun.

Article 34 : Edition et diffusion du présent marché

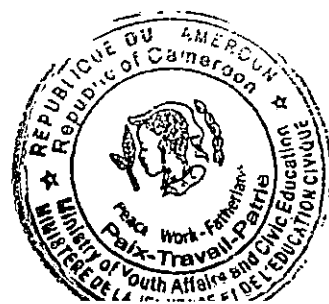
Quinze (15) exemplaires du présent marché seront édités et diffusés par les soins du Maître d'Ouvrage.

Article 35 : Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par ce dernier.



PIECE №5 : DESCRIPTIF DES FOURNITURES (DF)



1-LISTE DES FOURNITURES ET CALENDRIER DE LIVRAISON

N° Lot	Description des fournitures	Quantité	Unité	Site (projet) ou destination finale comme indiqués au RPAO	Date de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Date de livraison offerte par le soumissionnaire
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							



2. SPECIFICATIONS TECHNIQUES



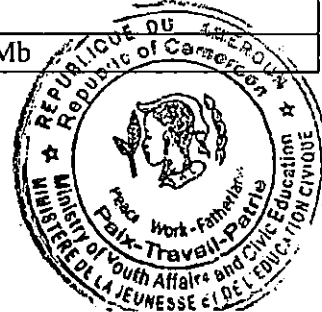
1	Ordinateur portable	Processeur et mémoire	Type de processeur	Au moins Intel® Core™ I3 1.80 GHZ
			Mémoire en standard	4 Go, DDR3
		Lecteurs internes	Disque dur	Interface SSD, 250 Go
		Connectivité	Filaire	10/100/1000
			Sans fil	Wifi - Bluetooth
		Système d'exploitation		Windows 11 édition professionnelle authentique
		Écran	Taille	Au moins 14 pouces
		Caractéristiques système	Interface réseau	Carte réseau LAN 10/100
			Carte son interne	Intel High Definition
		Autres éléments	Baffles incorporés	Oui
			Webcam	Full HD
		Ports		2 USB 2.0 et USB 3.0 HDMI
		Cartes réseau		GigabitEthernet 1 Gbps, Wifi IEEE 802.11 a/b/g/n
		Carte son		Stéréo 16/24 bits
		Périphérique de pointage		Pavé tactile
		Périphérique de saisie	Clavier	AZERTY/QWERTY, pavé numérique
			Souris	Sans fil (en plus du pavé tactile)
2	Lecteur d'empreinte			
3	Caméra type webcam		Résolution	
4	Onduleur		Puissance	6 KVa
			Technologie	Online
			Nombre de sorties	Au moins 4
5	Routeur Cisco		Embedded hardware-based cryptography acceleration (IPsec)	Oui
			RJ-45 onboard LAN/WAN 10/100/1000 ports	2
			EHWIC slots	2
			Doublewide EHWIC slots (use of a doublewide EHWIC slot will consume 2 EHWIC slots)	1
			Cisco Integrated Services Module (ISM) slots	0
			Memory (DDR2 DRAM): Default/Maximum	512 MB



			USB flash memory (internal): Default/maximum	256 MB
			External USB flash-memory slots (Type A)	1
			USB console port (mini-Type B) (up to 115.2 kbps)	1
			Serial console port (up to 115.2 kbps)	1
			Serial auxiliary port (up to 115.2 kbps)	1
			Integrated power supply	AC
			Power-supply options	POE (external)
			Redundant-power-supply support	No
			Protocoles	IPv4, IPv6, static routes, Open Shortest Path First (OSPF), Enhanced IGRP (EIGRP), Border Gateway Protocol (BGP), BGP Router Reflector, Intermediate System-to-Intermediate System (IS-IS), Multicast Internet Group Management Protocol (IGMPv3) Protocol Independent Multicast sparse mode (PIM SM), PIM Source-Specific Multicast (SSM), Distance Vector Multicast Routing Protocol (DVMRP), IPsec, generic routing encapsulation (GRE), Bidirectional Forwarding Detection (BFD), IPv4-to-IPv6 Multicast, MPLS, Layer 2 Tunneling Protocol Version 3 (L2TPv3), 802.1ag, 802.3ah, and Layer 2 and Layer 3 VPN
			Encapsulations	Ethernet, 802.1q VLAN, Point-to-Point Protocol (PPP), Multilink Point-to-Point Protocol (MLPPP), Frame Relay, Multilink Frame Relay (MLFR) (FR)



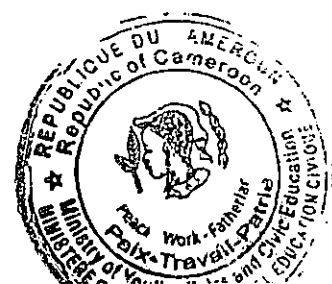
				and FR.16), High-Level Data Link Control (HDLC), Serial (RS-232, RS-449, X.21, V.35, and EIA-530), Point-to-Point Protocol over Ethernet (PPPoE), and ATM
			Gestion du trafic	QoS, Class-Based Weighted Fair Queuing (CBWFQ), Weighted Random Early Detection (WRED), Hierarchical QoS, PolicyBased Routing (PBR), Performance Routing (PFR), and Network-Based Advanced Routing (NBAR
6	Routeur Mikrotik			
7	Antenne Wifi omnidirectionnelle		Gain	15 db
			Fréquence	2.4 Ghz
8	Wifi Range extender		Standards wifi	IEEE 802.11a/n/ac 5GHz, IEEE 802.11b/g/n 2.4GHz
			Fréquences	2.4GHz and 5GHz
			Bande passante	300Mbps at 2.4GHz, 867Mbps at 5GHz
			Certifications	CE, FCC, RoHS
			Nombre de ports	1
			Alimentation	100-240V~50/60Hz
			Antennes	2 antennes extérieures
			Fonctiones Wifi	Enable/Disable Wireless Radio DFS (the latest firmware and hardware version is required) Access Control LED Control Power Schedule Wi-Fi Coverage
9	Disque dur pour serveur HP		Volume	Au moins 1 To
			Format	2.5 pouces
			Interface	1 x SAS 12 Gb/s
			Vitesse de broche	10000 tours/min
			Caractéristiques	Digitally Signed Firmware
10	Imprimante Laser		Ports	1 Hi-Speed USB 2.0; 1 2.4GHz Wireless 802.11b/g/n with Bluetooth® low energy
			Maximum number of copies	Up to 99 copies
			Copy speed (black, normal)	Up to 20 cpm
			Memory	64 Mb



			Protocoles réseaux supportés	TCP/IP; IPv4; IPv6; IP Direct Mode; LPD; SLP; Bonjour; WS-Discovery; BOOTP/DHCP/AutoIP; SNMP v 1/2/3; HTTP/HTTPS; WS Transfer; FQDN; DNS
			Cartouche de remplacement	HP 142A Black LaserJet Toner Cartridge (~950), W1420A
11	Camera de vision surveillance		Résolution	
			Vision nocturne	Oui
			Connexion	IP, Wifi
			Fixations	aimantées
12	Disque dur pour enregistreur de vidéo surveillance	Compatible avec l'enregistreur	Capacité	2 To
13	ENREGISTREUR NVR-DVR HIKVISION 8 CHANNELS		Nombre de canaux	Au moins 8
			Source de courant	12 VDC
			Compression de vidéo	H.264 + / H.264
14	Microsoft office 2016		Version	Multilingue
15	Antivirus Internet Security			
16	Vidéo projecteur		Résolution	SVGA - SVGA (800 x 600)
			Taille de l'image	76 cm - 889 cm
			Type de lampe	76 cm - 889 cm
			Interface	1 x USB 2.0 - USB de type A 4 broches 1 x USB 2.0 - USB 4 broches type B 1 x entrée VGA - 15 broches HD D-Sub (HD-15) 1 x entrée HDMI - HDMI de 19 broches de type A 1 x entrée vidéo composite - RCA 1 x entrée de ligne audio - RCA



PIECE N°6: CADRE BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES



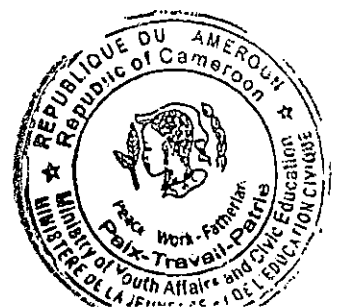
Bordereaux des Prix Unitaires

N°	DESIGNATION	PU EN CHIFFRES EN FCFA	PRIX TOTAL EN LETTRES EN FCFA
1	ORDINATEUR PORTABLE		
2	LECTEUR D'EMPREINTES		
3	CAMERA TYPE WEBCAM		
4	ONDULEUR 6 KVA		
5	ROUTEUR CISCO 1921		
6	ROUTEUR MIKROTIK ROUTERBOARD MODELE RB2011UI AS-RM		
7	ANTENNE WIFI TPLINK TL-ANT2414A		
8	ROUTEUR WIFI		
9	DISQUE DUR POUR SERVEUR HP 2.5/1TB		
10	IMPRIMANTES		
11	CAMERAS VIVOTEK IB8367A		
12	DISQUE DUR POUR ENREGISTREUR		
13	ENREGISTREUR NVR-DVR HIKVISION 8 CHANNELS		
14	MICROSOFT PROFESSIONNEL 2016		
15	INTERNET SECURITY		
16	PROJECTEUR EPSON EB-S41		

Nom du Soumissionnaire. _____ [insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature..... (Insérer la signature),

Date..... (Insérer la signature)



Pièce №7: Détail Quantitatif et Estimatif



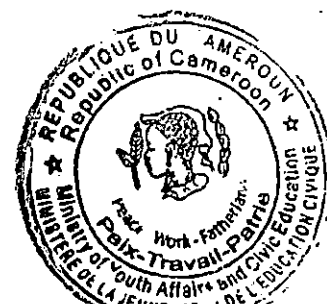
Détail Quantitatif et Estimatif

N°	REF. MERCURIALE	DESIGNATION	PU	QUANTITES	PRIX TOTAL
1		ORDINATEUR PORTABLE		28	
2		LECTEUR D'EMPREINTES		15	
3		CAMERA TYPE WEBCAM		15	
4		ONDULEUR 6 KVA		1	
5		ROUTEUR CISCO 1921		2	
6		ROUTEUR MIKROTIK ROUTERBOARD MODELE RB201 1UI AS-RM		1	
7		ANTENNE WIFI TPLINK TL- ANT2414A		1	
8		ROUTEUR WIFI		5	
9		DISQUE DUR POUR SERVEUR HP 2.5/1TB		4	
10		IMPRIMANTES		28	
11		CAMERAS VIVOTEK IB8367A		8	
12		DISQUE DUR POUR ENREGISTREUR		4	
13		ENREGISTREUR NVR-DVR HIKVISION 8 CHANNELS		1	
14		MICROSOFT PROFESSIONNEL 2016		28	
15		INTERNET SECURITY		28	
16		PROJECTEUR EPSON EB-S41		3	
THT					
TVA					
TTC					
IR (2,2% ou 5,5%)					
NAP					

Nom du Soumissionnaire..... [Insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature..... [Insérer la signature],

Date[insérer la date]



Pièce №8: Modèles de Pièces



Sommaire

Annexe n° 1 : Modèle de soumission

Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission.

Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif.

Annexe n° 4 : Modèle de caution de retenue de garantie.

Annexe n° 5 : Modèle d'autorisation du fabricant.

Annexe n° 6 : Modèle de Marché.

Annexe n° 7 : Grille d'évaluation.



Annexe n° 1 : Modèle de soumission

Je soussigné,[indiquer le nom et la qualité du signataire] représentant la société, l'entreprise ou le groupement.....dont le siège social est à inscrite au registre du commerce de sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs

N°..... [Rappeler l'objet de l'appel d'offres]

- Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à

..... [en chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à

francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres]

- M'engage à livrer les fournitures dans un délai de jours

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours] à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants:

.....
.....
L'Administration se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n°.....ouvert au nom de..... auprès de la banque.....
Agence de.....

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

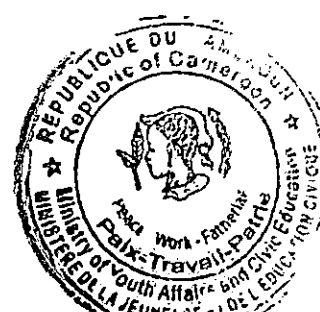
Fait à le.....

Signature de.....

en qualité de

dûment autorisé à signer les soumissions

pour et au nom de



Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseurci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date dupour [rappeler l'objet de l'appel d'offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant]/francs CFA,

Nous [nom et adresse de la banque], représentée par[noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes:

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité:

- Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;

- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à, le

[Signature de la banque]



Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution: N°.....

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné" le Maître d'Ouvrage»

Attendu que [nom et adresse du fournisseur], ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des travaux]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous..... [nom et adresse de banque],

représentée par..... [noms des signataires],

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Fournisseur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à le.....



Annexe n° 4 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque :
Référéncé de la Caution: N°
Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage]
[Adresse du Maître d'Ouvrage]
ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage»

Attendu que.....[nom et adresse du fournisseur],
Ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché, à réaliser les travaux
de [indiquer l'objet des travaux]
Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur
à 10% à préciser] du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire,
Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur cette caution,
Nous,[nom adresse de banque]
représentée par.....
[Noms des signataires), et ci-dessous désignée « la banque »,
Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard
du Maître d'Ouvrage, au nom du Fournisseur, pour un montant maximum de.....-..... [En
chiffres et en lettres), correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du
marché (10)

[Nom et adresse de banque],

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08)
semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses
engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché
modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de
contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal
à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le
décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif
de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous
libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous
dérogons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente
(30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par
le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie
devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant
la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais.
Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent
engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à le.....



Annexe n° 5 : Modèle d'autorisation du Fournisseur

[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les RPAO]

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AO N° _____ du _____ : *[insérer les références de l'Appel d'Offres]*

Variante N° : *[Insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A: *[insérer nom complet du Maître d'Ouvrage]*

Attendu que:

[insérer le nom complet du Fabricant] sommes fabricant réputé de *[indiquer les fournitures produites]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres No *[insérer les références de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément au DAO pour les fournitures offertes ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]* En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de
[insérer le nom complet du Fabricant]

En date du jour de

[Insérer la date de signature]



Annexe n° 6: Modèle de Marché



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE
L'EDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS
AND CIVIC EDUCATION

INTERNAL PROCUREMENT BOARD

MARCHE N° _____/M/MINJEC/CIPM/2023

Passé après Appel d'Offres National Ouvert n° ____/AONO/MINJEC/CIPM/2023
du _____ l'acquisition du matériel et des équipements de mobilisation et
d' enrôlement à l'Observatoire National de la Jeunesse

MAITRE D'OUVRAGE : LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION
CIVIQUE

TITULAIRE DU MARCHE : *[indiquer le titulaire et son adresse complète]*

B.P: _____ à _____, Tel _____ Fax: _____

N°R.C: _____ A à _____

N° Contribuable: _____

N° Compte bancaire:

OBJET DU MARCHE : *[indiquer l'objet complet de la fourniture]*

LIEU DE LIVRAISON : *[A indiquer]*

MONTANTS EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A. (19.25 %)	
AIR (2,2 ou 5,5 %)	
Net à mandater	

DELAI DE LIVRAISON : *[A compléter en jours, semaines, mois ou années]*

FINANCEMENT : BIP MINJEC 2022

IMPUTATION : 57 26 145 02 99 00 00 524411

SOUSCRIT, LE

SIGNE, LE

NOTIFIE, LE

ENREGISTRE, LE



Entre:

L'Etat du Cameroun, représenté par le *Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique*, ci-après dénommé, «Le Maître d'Ouvrage»

D'une part,

Et la société

B.P: _____ à _____ Tel _____ Fax: _____

N° R.C : _____ A à _____

N° Contribuable: _____

Représentée par [le nom du Fournisseur, son adresse complète ainsi que le nom et la qualité du signataire *habilité*], ci-après dénommée, «Le Fournisseur»

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:



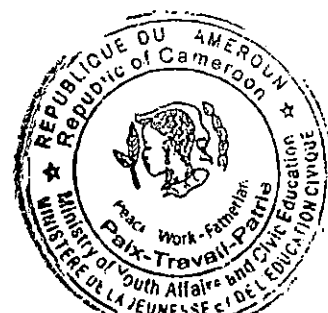
Sommaire

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Titre III. Bordereau des Prix Unitaires

Titre IV : Détail Quantitatif et Estimatif



PAGE__ ET DERNIERE

DU MARCHÉ N°____/M/MINJEC/CIPM/2023

Passé après Appel d'Offres National Ouvert n°____/AONO/MINJEC/CIPM/2023 du

En vue de l'acquisition du matériel et des équipements de mobilisation et d'enrôlement à l'Observatoire National de la Jeunesse.

Montant du marché : []

Délai de livraison : [A compléter en jours, semaines, mois ou années]

Lu et accepté par le fournisseur

Yaoundé, le

Signé par le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique,

Yaoundé, le

Enregistrement



Annexe n° 7 : Grille d'évaluation.

	CRITERES ELIMINATOIRES	EVALUATION	
	<ul style="list-style-type: none"> • Absence ou la non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif 48 h après ouverture des offres • Absence de caution de soumission à l'ouverture ; • Fausse déclaration ou pièce falsifiée ; • Absence des prospectus avec toutes les descriptions détaillées des équipements et matériels proposés, en couleur dans l'original et les copies ; • Non-respect d'au moins 5/7 des critères essentiels ; • Absence d'un prix unitaire quantifié ; • Non-conformité aux spécifications techniques mineures (moins de 80%) ; • Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon de marché durant les trois dernières années ; • Non-conformité du mode de soumission (si en ligne) ; • Non-respect du format de fichier des offres (si en ligne) ; • Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (si en ligne) ; • Non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées par astérisque dans la grille d'évaluation 		

N°	CRITERES ESSENTIELS	Evaluation	
		OUI	NON
B1	PRESENTATION DE L'OFFRE		
	Document relié avec spirale		
	Pièces rangées dans l'ordre prescrit dans le DAO		
	Intercalaires en couleur autre que le blanc		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à au moins 02 sous critères sur 03 pour avoir un « OUI » sur ce critère B1			
B2	REFERENCES GENERALES DE L'ENTREPRISE		
	Présentation de l'entreprise et organigramme.		
	Au moins deux (02) références similaires réalisées sur les cinq dernières années (1 ^{ère} et dernière pages du marché + PV de réception) d'un montant cumulé supérieur ou égale à 100 000 000 Fcfa		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à deux 02 sous critères sur 02 pour avoir un « OUI » sur ce critère B2			
B3	LETTRE DE GARANTIE		
	Produire une garantie du matériel proposé (au moins 1 an (12 mois)		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 01 sous critères sur 01 pour avoir un « OUI » sur ce critère B3			
B4	PLANNING ET DELAI DE LIVRAISON		
	Planning de réalisation (diagramme de Grant)		
	Délai de livraison ≤ 60 jours		

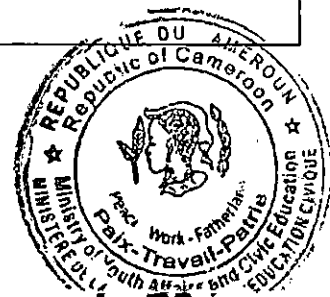


NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 02 sous critères sur 02 pour avoir un « OUI » sur ce critère B4			
B5	CAPACITE FINANCIERE :		
	Attestation de capacité ou d'ouverture de ligne de crédit à hauteur de 70% du montant prévisionnel délivrée par établissement financier ayant délivré l'attestation de domiciliation bancaire		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 01 sous critère sur 1 pour avoir un « OUI » sur ce critère B5			
B6	SERVICE APRES-VENTE		
	- Engagement sur l'honneur d'intervenir dans les 48 heures suivant l'interpellation		
	- Disponibilité d'un magasin de stockage ;		
	- Personnel d'encadrement Ingénieur de travaux en Informatique, avec au moins 3 ans d'expérience dans l'installation et la configuration des messageries professionnelles (produire la copie certifiée du diplôme requis, avec CV+CNI légalisée)		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 03 sous critères sur 03 pour avoir un « OUI » sur ce critère B6			
B7	PREUVES D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE		
	Copie du CCAP dûment complétée, paraphée à chaque page, signée et cachetée à la dernière page avec la mention « lu et approuvé »		
	Copie du Descriptif des Fournitures proposées dûment complétées paraphée, signée et cachetée à la dernière page avec la mention « lu et approuvé »		
NB : Le soumissionnaire doit satisfaire à 02 sous critères sur 02 pour avoir un « OUI » sur ce critère B7			
TOTAL			7

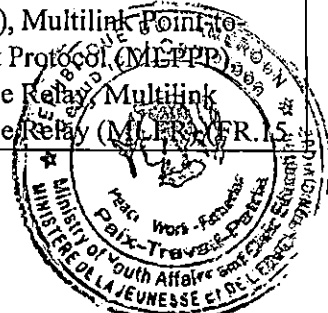
EVALUATION TECHNIQUE



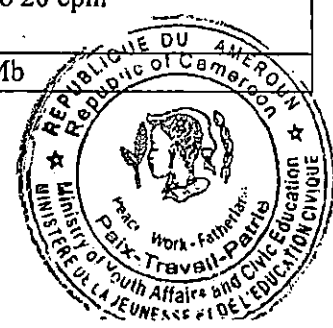
1	Ordinateur portable	Processeur et mémoire	Type de processeur	Au moins Intel® Core™ i3 1.80 GHZ
			Mémoire en standard	4 Go, DDR3
		Lecteurs internes	Disque dur	Interface SSD, 250 Go
		Connectivité	Filaire	10/100/1000
			Sans fil	Wifi - Bluetooth
		Système d'exploitation		Windows 11 édition professionnelle authentique
		Écran	Taille	Au moins 14 pouces
		Caractéristiques système	Interface réseau	Carte réseau LAN 10/100
			Carte son interne	Intel High Definition
		Autres éléments	Baffles incorporés	Oui
			Webcam	Full HD
		Ports		2 USB 2.0 et USB 3.0 HDMI
		Cartes réseau		GigabitEthernet 1 Gbps, Wifi IEEE 802.11 a/b/g/n
		Carte son		Stereo 16/24 bits
		Périphérique de pointage		Pavé tactile
2	Lecteur d'empreinte			
3	Caméra type webcam		Résolution	
4	Onduleur		Puissance	6 KVa
			Technologie	Online
			Nombre de sorties	Au moins 4
5	Routeur Cisco		Embedded hardware-based cryptography acceleration (IPsec)	Oui
			RJ-45 onboard LAN/WAN 10/100/1000 ports	2
			EHWIC slots	2
			Doublewide EHWIC slots (use of a doublewide EHWIC slot will consume 2 EHWIC slots)	1
			Cisco Integrated Services Module (ISM) slots	0
			Memory (DDR2 DRAM): Default/Maximum	512 MB



			USB flash memory (internal): Default/maximum	256 MB
			External USB flash-memory slots (Type A)	1
			USB console port (mini-Type B) (up to 115.2 kbps)	1
			Serial console port (up to 115.2 kbps)	1
			Serial auxiliary port (up to 115.2 kbps)	1
			Integrated power supply	AC
			Power-supply options	POE (external)
			Redundant-power-supply support	No
			Protocoles	IPv4, IPv6, static routes, Open Shortest Path First (OSPF), Enhanced IGRP (EIGRP), Border Gateway Protocol (BGP), BGP Router Reflector, Intermediate System-to-Intermediate System (IS-IS), Multicast Internet Group Management Protocol (IGMPv3) Protocol Independent Multicast sparse mode (PIM SM), PIM Source-Specific Multicast (SSM), Distance Vector Multicast Routing Protocol (DVMRP), IPsec, generic routing encapsulation (GRE), Bidirectional Forwarding Detection (BFD), IPv4-to-IPv6 Multicast, MPLS, Layer 2 Tunneling Protocol Version 3 (L2TPv3), 802.1ag, 802.3ah, and Layer 2 and Layer 3 VPN
			Encapsulations	Ethernet, 802.1q VLAN, Point-to-Point Protocol (PPP), Multilink Point-to-Point Protocol (MLPPP), Frame Relay, Multilink Frame Relay (MLFR), IS



				and FR.16), High-Level Data Link Control (HDLC), Serial (RS-232, RS-449, X.21, V.35, and EIA-530), Point-to-Point Protocol over Ethernet (PPPoE), and ATM
			Gestion du trafic	QoS, Class-Based Weighted Fair Queuing (CBWFQ), Weighted Random Early Detection (WRED), Hierarchical QoS, PolicyBased Routing (PBR), Performance Routing (PFR), and Network-Based Advanced Routing (NBAR)
6	Routeur Mikrotik			
7	Antenne Wifi omnidirectionnelle		Gain	15 db
			Fréquence	2.4 Ghz
8	Wifi Range extender		Standards wifi	IEEE 802.11a/n/ac 5GHz, IEEE 802.11b/g/n 2.4GHz
			Fréquences	2.4GHz and 5GHz
			Bande passante	300Mbps at 2.4GHz, 867Mbps at 5GHz
			Certifications	CE, FCC, RoHS
			Nombre de ports	1
			Alimentation	100-240V~50/60Hz
			Antennes	2 antennes extérieures
			Fonctiones Wifi	Enable/Disable Wireless Radio DFS (the latest firmware and hardware version is required) Access Control LED Control Power Schedule Wi-Fi Coverage
9	Disque dur pour serveur HP		Volumé	Au moins 1 To
			Format	2.5 pouces
			Interface	1 x SAS 12 Gb/s
			Vitesse de broche	10000 tours/min
			Caractéristiques	Digitally Signed Firmware
10	Imprimante Laser		Ports	1 Hi-Speed USB 2.0; 1 2.4GHz Wireless 802.11b/g/n with Bluetooth® low energy
			Maximum number of copies	Up to 99 copies
			Copy speed (black, normal)	Up to 20 cpm
			Memory	64 Mb



			Protocoles réseaux supportés	TCP/IP; IPv4; IPv6; IP Direct Mode; LPD; SLP; Bonjour; WS-Discovery; BOOTP/DHCP/AutoIP; SNMP v 1/2/3; HTTP/HTTPS; WS Transfer; FQDN; DNS
			Cartouche de remplacement	HP 142A Black LaserJet Toner Cartridge (~950), W1420A
11	Camera de vision surveillance		Résolution	
			Vision nocturne	Oui
			Connexion	IP, Wifi
			Fixations	aimantées
12	Disque dur pour enregistreur de vidéo surveillance	Compatible avec l'enregistreur	Capacité	2 To
13	ENREGISTREUR NVR-DVR HIKVISION 8 CHANNELS		Nombre de canaux	Au moins 8
			Source de courant	12 VDC
			Compression de vidéo	H.264 + / H.264
14	Microsoft office 2016		Version	Multilingue
15	Antivirus Internet Security			
16	Vidéo projecteur		Résolution	SVGA - SVGA (800 x 600)
			Taille de l'image	76 cm - 889 cm
			Type de lampe	76 cm - 889 cm
			Interface	1 x USB 2.0 - USB de type A 4 broches 1 x USB 2.0 - USB 4 broches type B 1 x entrée VGA - 15 broches HD D-Sub (HD-15) 1 x entrée HDMI - HDMI de 19 broches de type A 1 x entrée vidéo composite - RCA 1 x entrée de ligne audio - RCA



Pièce N° 9: LISTE DES BANCAIRES ET COMPAGNIE D'ASSURANCE
AGREES ET HABILITEES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE
CADRE DES MARCHES PUBLICS



I - BANQUES

- 1- Afriland First Bank (AFB), BP: 11 834, Yaoundé;
- 2- Bange Bank Cameroun (Bange CMR), B.P: 34 692, Yaoundé;
- 3- Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP : 2 933, Douala
- 4- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), BP : 12962, Yaoundé
- 5- BGFI Bank Cameroun (BGFIBANK Cameroun), BP : 660 Douala ;
- 6- Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), BP : 1925, Douala ;
- 7- Citibank Cameroon (Citibank Cameroon), BP : 4 571 Douala;
- 8- Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP: 4004, Douala;
- 9- Crédit Communautaire d'Afrique Bank ;
- 10- Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP: 582, Douala;
- 11- National Financial Credit Bank (NFC-BANK), BP: 6578, Yaoundé;
- 12- Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300, Douala ;
- 13- Société Générale Cameroun (SGC), BP : 4042, Douala ;
- 14- Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), BP: 1784, Douala;
- 15- Union Bank of Cameroun PLC (UBC), BP: 15569, Douala;
- 16- United Bank for Africa (UBA), BP: 2088, Douala.

II - COMPAGNIES D'ASSURANCES

- 17- Activa Assurances, B.P : 12 970 Douala ;
- 18- Assurance et Réassurance Africaine (AREA) B.P : 15584, Douala. ;
- 19- Atlantique Assurances Cameroun IARDT B.P : 3073, Douala ;
- 20- Chanas Assurances, B.P : 109 Douala ;
- 21- CPA S.A. B.P : 54, Douala ;
- 22- Nsia Assurances S.A, BP : 2759 Douala ;
- 23- PRO ASSUR, BP : 5963, Douala ;
- 24- Prudencial Beneficial General Insurance S.A. B.P: 2328, Douala;
- 25- Royal onyx insurance Cie, B.P. : 12230, Douala ;
- 26- SAAR, B.P : 1011, Douala ;
- 27- Sanlam Assurances Cameroun, B.P : 12125 Douala ;
- 28- Zenithe Insurance, B.P : 1540, Douala.

